LECTURE POUR TOUS.

De l'École Primaire.

A LA COUR D'ASSISES.

Si vous parcourez dans les journaux les récits d'assassinats, qui semblent en ce moment plus nombreux que jamais, vous ne pouvez manquer d'être frappés de l'âge des assassins : ce sont des enfants. L'assassin de M. Carnot n'avait que vingt ans. Un des plus infâmes scélérats qu'ait eu à juger la Cour d'assises de la Seine, celui qui a tué sa bienfaitrice pour la voler, n'avait que dix-sept ans : il a obtenu des circonstances atténuantes.

On dirait une génération de jeunes scélérats qui fréquentaient les écoles publiques au moment de la discussion de l'article 7. Vingt ans après les guerres de l'Empire, l'armée avait de la peine à trouver des hommes ; dix ans après ce qu'on a appelé les lois sacrilèges, notre jeunesse est infectée par l'anarchie.

Ni Dieu, ni maître ! Comment ces enfants, qui ne croient pas à Dieu, croiraient-ils au devoir et au sacrifice ?

Les amis de l'Université n'admettent pas qu'elle ait jamais enseigné ou pratiqué l'athéisme, et voici, suivant eux, le caractère exact de la réforme opérée depuis 1881 : Le but avoué de l'article 7, origine de tout le mal, était de protéger l'Université contre le progrès des congrégations non autorisées. La loi sur la laïcisation ne visait que les écoles communales. On a été peu à peu plus loin que la laïcisation ; on a renfermé dans les temples tout ce qui concerne l'enseignement des cultes ; on a éloigné des écoles non seulement les congréganistes, mais le clergé séculier : le prêtre a disparu : Dieu est resté. Quand on disait au ministre, pendant la discussion : Quelle morale enseignerez-vous après avoir exilé tous les clergés ? il répondait : " La vieille mo-

rale de nos pères ! N'était-ce pas dire que rien ne serait changé dans l'enseignement de la morale, si ce n'est la personne du maître ? Et, circonstance plus significative encore, quand le même ministre qui, dans l'après-midi, défendait la loi au Parlement, présidait le matin le Conseil supérieur de l'instruction publique et faisait voter le programme de l'enseignement primaire, il mettait aux voix très simplement et sans aucune explication les devoirs envers Dieu que le Conseil votait sans que la moindre protestation se fit entendre.

En résumé : liberté religieuse dans les temples, les divers clergés exclus des écoles, l'enseignement de Dieu et des devoirs envers Dieu donné par le maître laïque, et non seulement autorisé mais prescrit. Cette défense est sérieuse et sincère : je vais vous montrer qu'elle est loin d'être victorieuse.

Réduire à ces termes l'histoire de cette querelle religieuse, ce serait se tromper profondément sur ce qu'elle a été et sur ce qu'elle a produit. Ni le gouvernement ni la loi n'attaquaient Dieu, je le reconnais. Les orateurs dans leurs discours, les journalistes dans leurs articles ne cessaient de l'attaquer ; chaque jour produisait des amendements ou des projets de loi destinés à reléguer de plus en plus l'enseignement de Dieu dans les temples.

On demandait si le prêtre pouvait enseigner la religion dans l'école à d'autres heures que les heures de classe et sous l'autorité exclusive des pères de famille. Non. Il ne le pouvait pas. Le maître d'école pouvait-il mener ses élèves à l'église ? Non, il ne le pouvait pas. Pouvait-il faire réciter le catéchisme, quand les parents le désiraient ? Non, il ne le pouvait pas. Au contraire, aucune soutane, aucun costume religieux ne se verrait dans l'école. On en bannit aussi le crucifix, les images de piété, les inscriptions bibliques, on s'efforça de faire disparaître des bibliothèques scolaires tous les livres où se